



Séance ordinaire du jeudi 20 septembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Josy SCHWARTZ, suppléant de Laurent JAOUL, Claudine VASSAS MEJRI, suppléant de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Michel FRAYSSE, Isabelle GIANIEL, Pascal KRZYZANSKI, Marie-Christine PANOS, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Renaud CALVAT, Audrey LLEDO, Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Julie FRÊCHE, Clare HART, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PETIT.

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole - Demande de subventions - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

L'avenant opérationnel du contrat de ville signé en juillet 2016 prévoit un dispositif d'évaluation dont les objectifs sont :

- suivre et mesurer l'engagement des signataires, tout particulièrement en ce qui concerne l'affectation des crédits de droit commun à partir d'indicateurs de respect et/ou de suivi des engagements,
- mesurer à partir d'indicateurs, la réalisation et les résultats obtenus des actions par rapport aux enjeux définis dans le contrat de ville.

Ce dispositif d'évaluation s'appuie notamment sur une évaluation à mi-parcours du contrat de ville signé pour la période 2015-2020 afin, le cas échéant, d'ajuster la stratégie d'intervention.

L'évaluation à mi-parcours du contrat de ville doit répondre à trois objectifs principaux :

- rendre compte du fonctionnement et de la mise en œuvre du contrat de ville à mi-parcours sur les objectifs prioritaires en mettant en avant les points de progression et les difficultés,
- réinterroger les orientations stratégiques du contrat de ville afin d'ajuster éventuellement les programmes d'action,
- préparer l'évaluation finale.

Le comité de pilotage des financeurs du contrat de ville réuni le 13 avril 2018 a acté le principe de l'évaluation à mi-parcours et le recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage. Le même comité a arrêté trois thèmes à partir desquels les questions évaluatives seront définies :

- le développement économique,
- l'emploi,
- l'insertion, la jeunesse et l'accès aux droits.

L'enveloppe indicative pour cette mission portée par la Métropole, pilote du contrat de ville, est estimée à 25 000 € TTC.

Une demande de cofinancement est formulée : il convient de solliciter les partenaires du contrat de ville, financeurs potentiels de cette évaluation à mi-parcours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la demande de subventions auprès des partenaires du contrat de ville pour le cofinancement de l'évaluation du contrat de ville ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/09/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 septembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180920-51623-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 28/09/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.